SOCIALISME MAINTENANT !

Notes préparatoires à la discussion du Comité international (CI) de la Quatrième Internationale

lundi 26 décembre 2011, par SABADO François (Date de rédaction antérieure : 25 décembre 2011).

La cohésion programmatique que nous avions au siècle dernier, ou peut être que nous croyions avoir, et qui était la force des trotskystes, chaque courant à sa manière, ne peut répondre aux défis du 21e siècle. Nous sommes confrontés à une certaine perte de substance, programmatique, politique, stratégique. Toutes sortes d'éléments fondamentaux pour construire une formation politique que l'accélération de l'histoire met à mal aujourd'hui pour les révolutionnaires.

« Le résultat d'une crise longue et générale, c'est souvent de clarifier la carte du monde »
Fernand Braudel

1. La crise a déjà plus de 4 ans et elle va durer. Elle est générale, globale. Elle est économique, financière sociale, écologique, mais sa spécificité, c'est sa conjonction avec un basculement du monde.

2. Le premier point, c'est de prendre la mesure de ce basculement. Ce n'est pas un changement ou un déplacement conjoncturel avec un retour à la normale, après la crise… Pour mesurer l'ampleur du changement, on peut prendre comme référence les basculements où les centres de gravité de l'économie mondiale changent, comme en 1760-1780 entre les Pays-Bas et l'Angleterre ou après l'entre deux guerre entre l'Angleterre et les USA… Sauf que là, c'est un changement non seulement continental mais un changement de monde au sens économique, social, politique culturel… C'est un changement où l'Occident — Europe et Etats-Unis — qui a dominé le monde depuis la découverte de l'Amérique perd son hégémonie au profit de nouvelles puissances émergentes ou de vielles puissances qui retrouvent leur force 4 ou 5 siècles après...

3. Dans ces nouveaux rapports mondiaux, l'Europe décline, les USA perdent leur hégémonie économique mais pas encore politico-militaire. Beaucoup dépend des développements de la crise aux USA. Mais la part des pays du G7 dans le PIB mondial qui était de 56 % du PIB au début des années 1980 n'est que d'environ 40 % en 2010. Les prévisions indiquent que les courbes entre les ex G7 et les BRIC [1] vont, même se croiser dans la décennies et en termes de revenu moyen par habitant. Cela peut se faire dans les 2030-2040. Les indications de croissance de ces dix ou 15 dernières années — autour de 8 à 12 % pour la Chine et l'Inde contre 1 à 2 % pour l'Europe ou 2 à 3 % pour les USA — ou en termes de réserves mondiales indiquent aussi des changements profonds.

4. Ces rapports risquent d'être confirmés par l'approfondissement de la crise aux USA et en Europe. Aux USA, l'endettement ne peut plus compenser la baisse des salaires. Sous consommation et surproduction se nourrissent, l'une et l'autre. Les tendances à la surproduction dans une série de

secteurs se confirment, et pas seulement dans l'immobilier, mais dans l'ensemble du secteur manufacturier. Le chômage se maintient ou augmente. Les plans d'investissements d'Obama n'ont pas relancé la machine. Contrairement à des déclarations, ici ou là, il n' y a pas eu de tournant keynésien. Il n'y a pas eu de tournant keynésien parce qu'il n' y a pas eu de rapport de forces avec un mouvement ouvrier suffisamment fort pour imposer des compromis sociaux aux capitalistes. Mais surtout, parce qu'il ne faut pas oublier que ce qui a relancé les USA et l'Europe après la crise des années 1929-1935, c'est la guerre et pas les recettes keynésiennes.

Du coup, malgré tous les discours sur la moralisation du capitalisme, c'est la financiarisation qui continue à dominer, comme réponse capitaliste à la baisse du taux de profit industriel. Résultat, le processus de désindustrialisation se poursuit. L'économie USA tient, aujourd'hui, grâce à la force du dollar, au rôle de la banque fédérale qui continue à injecter des liquidités et au fait que la monnaie américaine reste la référence pour l'achat des bons du trésors et obligations par les fonds souverains chinois, japonais et des pays du Golfe. Enfin, les USA gardent l'hégémonie politico-militaire mais avec un recul par rapport au début des années 2000 — échec en Irak, en Afghanistan, moindre capacité d'intervention face aux révolutions arabes. Leur objectif, c'est maintenant de se préparer à renforcer leur présence comme puissance pacifique !

5. Mais c'est en Europe que la crise peut prendre des formes de crise d'effondrement. Le fond ce sont des positions de faiblesses dans la compétition mondiale. L'Allemagne reste un des principaux pays exportateur — 47 % du PIB, Japon 17%, Chine 15 % —, mais elle est aussi touchée par la contraction du marché mondial. Aussi, pour répondre à la concurrence mondiale, les classes dominantes européennes veulent liquider ce qui reste du « modèle social européen ». Il y a encore trop de social, il faut le démanteler. C'est l'explication de l'offensive spéculative sur les marchés européens. Les « marchés », mais ce sont des réalités matérielles, les banquiers, les dirigeants de fonds pensions, les dirigeants des multinationales exigent l'augmentation du taux de plus-value, par la baisse des salaires, la liquidation de la sécurité sociale et l'augmentation du temps de travail. D'où la brutalité des politiques d'austérité — s'adapter au marché mondial de la force de travail tiré par les rapports sociaux des puissances émergentes — ce qui implique la baisse du pouvoir d'achat de 10 à 15 points sur les années qui viennent.

Mais en plus , et c'est ce qui donne un caractère aiguë , explosif à la crise et qui peut déboucher sur l'effondrement, c'est le type de construction politique qu'a connu l'Europe : avec les divergences ou trajectoires de divergences économiques entre divers pôles de l'UE : Allemagne et cercle Allemagne-Pays-Bas, Autriche, nord Europe et la périphérie du sud de l'Europe — les « PIGS » avec Irlande — avec la France au centre. Les rapports franco-allemands expriment la réalité économique, politique et institutionnelle de l'Europe mais sans État, sans direction, sans plan de développement ni de résistance à la crise.

La situation actuelle montre une fois de plus l'incapacité historique des bourgeoisies européennes à unifier l'Europe. La dislocation est possible mais on réfléchit déjà à la vielle idée de Balladur, une Europe à cercles concentriques : l'Allemagne et les pays les plus riches, le sud et certains pays d'Europe de l'Est ou du Sud-Est. Le problème, c'est la France et l'Italie, car si l'Italie lâche, c'est l'Europe qui lâche. Ils veulent les arrimer à l'Allemagne, ce qui exige des plans d'austérité d'une grande brutalité… Mais cette situation annonce un enfoncement dans la crise , avec une croissance autour de 1 point. Cela va durer mais avec des risques d'explosions sociales de situations pré-révolutionnaires comme en Grèce. D'autant que, sur le plan politique, le caractère anti-démocratique de l'UE se double avec le développement de tendances autoritaires organiquement liées à l'intervention des marchés financiers. Les chefs de gouvernement imposés par l'UE en Italie et en Grèce en sont ainsi une indication. Les renforcements des droites et de l'extrême droite expriment cette marche vers des solutions autoritaires. On ne peut plus exclure des alliances des partis de la droite parlementaire ou des secteurs de celle-ci et de l'extrême droite. Plus que jamais le

marché, ce n’est pas la démocratie, au contraire.

Là, j’aborde déjà un problème d’orientation sur la politique vis-à-vis de L’UE. Dans ce contexte, il faut combiner une politique de rupture avec l’UE, de désobéissance aux traités et pas de réforme de l’UE. Le problème, c’est de savoir ce qu’on oppose à cette crise de l’Europe : la démondialisation, le protectionnisme national ou européen, la sortie de l’euro ou bien la rupture et un processus constituant avec une nouvelle politique internationaliste sociale, démocratique au service des travailleurs. Reprendre la perspective des Etats-Unis socialistes d’Europe.

Mais ce positionnement général ne règle pas le problème. Exemple en Grèce : L’explosion de la Grèce et la sauvagerie des attaques de l’UE conduisent à analyser ce pays de la périphérie comme une nouvelle colonie et du coup, l’absence de solidarité européenne avec les Grecs plus les traditions historiques nationalistes de la gauche grecque débouchent aujourd’hui sur le fait que la gauche grecque — gauche Syrisa et Antarsya — demandent la sortie de l’euro intégrée dans un programme anticapitaliste.

6. Dans cette économie mondiale intégrée, est ce que la Chine peut sauver l’économie mondiale ? Il y a-t-il découplage entre le développement chinois et l’économie mondiale ?

Les prévisions de développement du PIB croiseront, entre 2020 et 2030, celui des USA. C’est considérable. Déjà, deuxième économie mondiale avant le Japon, elle est devenue, en 2010, la première puissance manufacturière du monde avant les USA (production de 19,8 % de la production de la planète pour la Chine et 19,4% pour les USA).

Pour le PIB par habitant, il faut différencier les différentes zones de la Chine. Les régions côtières qui sont déjà à un niveau du PIB par habitant (pour comparer, le PIB du Brésil est de 10 000 dollars par habitant) entre 5 000 et 10 000 dollars par habitant, Pékin et Shangaï sont à 10 000 dollars par habitant, le centre est à moins de 5000 dollars par habitant. Le PIB total de la Chine se monte à 6000 milliards de dollars. Mais la Chine est une puissance impérialiste en formation, sur le plan militaire, sur le plan de l’exportation des capitaux, sur l’échange inégal avec les pays d’Afrique ou d’Amérique latine, en particulier l’achat de millions d’hectares de terres agricoles.

Cette force de la Chine n’est pas suffisante pour relancer l’économie mondiale ou américaine par une production de masse et consommation de masse autour de tel ou tel secteur de productions. L’économie chinoise reste très déséquilibrée entre un taux de consommation/PIB très bas (35 % du PIB) alors que les USA , c’est 70 % , l’Inde 60 %, la moyenne mondiale 60% et un taux d’investissement de 45 % (les USA ne sont qu’ à 15 % la moyenne mondiale est de 22%).

Du coup, la Chine reste très dépendante du marché mondial et de l’exportation, sa priorité c’est de constituer son marché intérieur, avec la nécessité d’augmentation des salaires, et un minimum de sécurité sociale. D’où un processus de luttes pour les salaires, pour la défense de meilleures conditions d’habitat qui commence en Chine

A la question du découplage, il faut là aussi prudent, vu l’interdépendance des économies nationales dans la globalisation, mais là aussi, jusqu’ à ce jour la crise à l’ouest, peut ralentir ou baisser de 1 à 3 point les taux de croissance mais ne remet pas en cause la tendance lourde du développement.

Deux remarques conclusives :

• L’économie chinoise ne peut encore remplacer l’Europe et les USA. Elle reste trop déséquilibrée

• Mais , en tendance lourde, la croissance est encore autour de taux de 10 points ce qui accroit l’écart de développemnt avec les autres continents.

7. Dans cette crise, la carte du monde se redessine ; la compétition fait rage. On ne peut pas expliquer la crise européenne sans ce basculement du monde. Ils veulent aligner le marché du travail européen sur le marché mondial. De nouveaux rapports mondiaux émergent. Nous avons parlé des rapports entre la Chine et les USA, mais l'Amérique latine est marquée aujourd'hui par la puissance brésilienne, et secondairement argentine. Le retour sur la notion de sous-impérialisme traduit cette montée en force du Brésil. Ce pays est aujourd'hui le pivot de l'économie latino-américaine avec ses grandes multinationales, Petrobras, Gerdau, avec ses grands projets hydro-électriques, avec ses puissances financières. Dans les rapports imbriqués mais conflictuels entre les USA et le Brésil, le Brésil a marqué une série de points. Dans les rapports entre les 3 grandes voies ou type de régime : droite réactionnaire avec la Colombie et le Mexique, la voie nationaliste anti-impérialiste (Vénézuela, Équateur, Bolivie) et l'autre Amérique de Lula et Kirchner, c'est cette dernière qui domine largement. On ne pouvait pas le dire il y a 7-8 années.

8. Dans ce contexte quelle est la situation du mouvement ouvrier, de la gauche ? A cette étape, plus de 4 années de crise, il n'y a pas eu de riposte à la hauteur des attaques capitalistes.

Alors la crise provoque, réactions, résistances, luttes, grèves voire situations pré-révolutionnaires comme en Grèce. Il y a de nouveaux mouvements comme les Indignés mais il y a un décalage entre l'explosivité de la situation et la traduction politique, organique de ces mouvements : pas de renforcement des syndicats, des partis réformistes, de la gauche radicale, de la gauche révolutionnaire ou de courants de gauche dans les organisations ou alors, ni même émergence de nouvelles organisations. Il y a de nouvelles formes d'organisation, mais elles sont pour le moment trop instables. Plus, c'est-à-dire depuis le début des crises capitalistes, il n'y a jamais eu, en même temps, une crise aussi profonde du système capitaliste et, un mouvement ouvrier aussi faible face à ce type de crise, à l'exception des conjonctures où le mouvement ouvrier est physiquement liquidé par le fascisme ou les dictatures militaires.

Plusieurs facteurs pèsent sur la situation du mouvement ouvrier :

a) Les contre réformes libérales, depuis la fin des années 1970, à l'échelle mondiale ont provoqué un processus de restructuration de la force de travail, son individualisation, sa précarisation, le recul des droits collectifs, l'affaiblissement des organisations syndicales. La désindustrialisation a liquidé des dizaines de concentrations ouvrières. Sans compter le secteur dit « informel ». Les ouvriers et les employés forment plus de 60 % de la population active mais ce n'est pas la même structure sociale. En Chine ou dans d'autres pays d'Asie, l'industrialisation conduit à une expansion sans précédent du prolétariat mais nous ne sommes qu'au début d'une organisation de mouvements indépendant du salariat, et là aussi, à cette étape, il n'y a pas de synchronisation des syndicats ou associations ou partis en Europe, USA et en Asie. Là, il y a reculs à l'Ouest et seulement débuts fragiles à l'Est.

b) Le bilan du siècle passé, notamment celui du stalinisme ou pour des millions de gens, il y a eu identification du stalinisme avec le communisme. Le 20e siècle s'est terminé sur la globalisation capitaliste néolibérale. Cela pèse sur les problèmes d'une formation d'une conscience socialiste révolutionnaire.

c) L'évolution des partis et organisations sociaux-démocrates qui connaissent une mutation social libérale. Elles gardent des liens historiques avec la socual-démocratie. Elles sont des forces d'alternance donc elles doivent se distinguer des partis de droite, en fonction là aussi des spécificités nationales, mais elles sont totalement intégrés à la gestion de la crise. Il n' y a pas de différences entre un Hollande, un Papandreaou, Zapatero, Socrates, et les dirigeants de la droite européenne. Les processus de primaires et les ressemblances avec le parti démocrate nord américain vont dans le même sens. Des partis de moins en moins ouvriers et de plus en plus

bourgeois. Quand aux partis post-staliniens, ils sont réduits à suivre les partis sociaux-démocrates ou de résister en essayant d'avoir une politique, dite « antilibérale » mais de gestion de l'économie et des institutions capitalistes. Mais comme le PS va tellement à droite, il laisse un espace pour ces formations qui peuvent jouer un rôle tant qu'elles ne sont pas obligées d'aller directement au gouvernement : Voir résultats de la gauche unie en Espagne, demain les résultats du KKE et de Syriza ou du PCP ou du front de gauche en France.

d) Cette combinaison d'affaiblissement du mouvement ouvrier face à plus de trois décennies d'attaques néolibérales + la politiques des directions de la gauche donne les marges de manœuvre à la bourgeoisie mondiale pour « gérer la crise » en augmentant les positions des marchés financiers et en approfondissant les attaques contre les classes populaires voire même, dans les BRIC, en améliorant la situation matérielle de millions de gens. On ne peut pas comprendre, par exemple, le développement de la puissance brésilienne sans la mutation qualitative du PT en parti social-libéral avec Lula. Et, réciproquement, le fait que le PT tienne les rênes du pouvoir brésilien ne s'explique pas sans l'émergence de la puissance brésilienne. Il y a toujours, pour le capital, une issue pour sortir de la crise s'il n'y a pas de solutions ouvrières. Le problème c'est que le coût social, écologique, humain est de plus en plus terrible.

e) C'est aussi dans ce cadre, que je voudrais revenir sur les processus révolutionnaires dans le monde arabe. D'abord ce sont des révolutions, dans le sens, où les « masses vont irruption sur la scène sociale et politique », des révolutions démocratiques et sociales. Mais là aussi, il y a un décalage entre le processus révolutionnaire et sa traduction politique « démocratique et sociale ». La poussée des masses est là, et elle va continuer, mais la conjonction de la destruction de décennies de dictature, les défaites du nationalisme arabe et des gauches nationalistes ou socialisantes, les effets des réformes néolibérales, l'accumulation de forces par les mouvements islamistes. Tout cela débouche, à cette étape, sur les victoires électorales des islamistes, avec la bienveillance ou le soutien des puissances impérialistes et l'intervention active des pays du Golfe, comme le Quatar. Mouvements islamistes qui connaissent aussi des processus de différenciation entre les tenants du modèle AKP turc et les salafistes, il y a toute une gamme de courants réactionnaires.

Mais la poussée démocratique est là. Elle va continuer à travailler dans le monde arabe. Elle donne naissance à de nouvelles organisations syndicales indépendantes comme en Égypte. ou à un regain de force à la gauche. Mais cela pèse beaucoup moins dans la balance du rapport de forces que les mouvements islamistes.

f) Mais ces « décalages » ou « désynchronisations » entre la résistance sociale et la faiblesse de forces de gauche radicale, n'est elle pas une donnée de la nouvelle période que nous vivons. Si nous posons les problèmes en termes de basculement du monde dans une nouvelle période historique après plusieurs siècles de domination de l'Europe et des USA, s'il y a des changements structurels du capital à l'échelle mondiale, une nouvelle place des états-nations dans la globalisation, une crise structurelle de la démocratie parlementaire, une tendance à l'intégration des syndicats — Trotsky évoquait déjà cette tendance en 40 — une marche vers des régimes autoritaires.

Tout cela ne peut-il pas ne pas avoir des conséquences sur la réalité du mouvement ouvrier, la place des partis ? N'y a t-il pas une fin de cycle historique pour le mouvement ouvrier européen tel qu'il s'est configuré à la fin du XIXe siècle et tout au long du 20e siècle ? La globalisation et la crise de l'État nation ne sapent-elles pas la base des partis et syndicats tels qu'ils se sont formés au cours de ces décennies ? Nous sommes toujours et plus que jamais au temps du capital, temps du capital qui nourrit la luttes de classes, ses résistances , ses organisations, mais le plus probable, c'est que vont émerger de nouvelles organisations qui auront bien entendu des liens avec le vieux mais seront fondamentalement nouvelles et surtout formées de nouvelles générations.

g) Et, il y a aussi une responsabilité historique des révolutionnaires, et plus particulièrement des trotskystes : Nous avons préservé une ligne de résistance, de front unique contre la crise ou l'austérité, des références au programme révolutionnaire. Mais nous sommes tiraillés entre le retour à la gauche révolutionnaire classique — l'extrême gauche des années 1960 ou le maintien de mouvements issus des années 1930 — et la pression d'organisations ou courants réformistes de gauche.

Nous avions déjà discuté la nécessité historique de sortir d'une situation où nous nous considérions comme « l'opposition de gauche au stalinisme ». Le stalinisme s'est effondré, mais attention, il y a encore des partis post-staliniens même s'ils sont considérablement affaiblis. Mais nous n'arrivons pas à sortir de conceptions marquées par cette situation d'opposition de gauche. Nous avons du mal à prendre toute la dimension d'une réorganisation d'ensemble du mouvement ouvrier et social. Nous avons des difficultés à redéfinir un projet indépendant et qui en même temps nous permette de faire de la politique. Nous avons du mal à formuler un projet indépendant sur le long terme.

Cela renvoie aussi à repenser un programme pour le 21e siècle : La IVe Internationale a commencé à réfléchir sur la nécessité d'un nouveau programme écosocialiste. Nous en sommes au début et on voit les répercussions d'une telle démarche sur la sortie du nucléaire, par exemple. Quelles implications pour reformuler un programme de transition ?

Reprendre la discussion sur la question de la démocratie, les rapports entre démocratie directe et démocratie représentative, entre la démocratie des usines et celle des communes et sur les axes stratégiques d'une conquête du pouvoir par les travailleurs, bref les grandes lignes d'un projet d'émancipation, avec au centre l'auto-activité des travailleurs ?

La cohésion programmatique que nous avions au siècle dernier, ou peut être que nous croyions avoir, et qui était la force des trotskystes, chaque courant à sa manière, ne peut répondre aux défis du 21e siècle. Nous sommes confrontés à une certaine perte de substance, programmatique, politique, stratégique. Toutes sortes d'éléments fondamentaux pour construire une formation politique que l'accélération de l'histoire met à mal aujourd'hui pour les révolutionnaires.

Plus de questions que de réponses.

François Sabado

Notes

[1] Brésil, Russie, Inde, Chine auxquels ont peut rajouter l'Afrique du Sud.